

Rapport annuel d'activités 2014

Bâloise Assurances Luxembourg S.A.

Société Anonyme

Sommaire

Sommaire	3
Conseil d'Administration / Membres de la Direction	5
Rapport de gestion	7
1. Évolution de l'activité	8
2. Évolution des investissements	9
3. Répartition du résultat	9
4. Événements postérieurs à la clôture	9
5. Gestion des risques	9
6. Activités de recherche et de développement	11
7. Informations relatives à l'acquisition d'actions propres	11
8. Informations relatives aux succursales de la Société	11
9. Perspectives	11
Rapport d'audit	14
Comptes annuels	17
Bilan	17
Comptes de profits et pertes	20
Annexe aux comptes annuels	22

Conseil d'Administration

Membres de la Direction

Conseil d'Administration

Peter Zutter	Président, Administrateur
Jan De Meulder	Vice-Président, Administrateur
Romain Braas	Administrateur - Directeur Général
André Bredimus	Administrateur
Gert De Winter	Administrateur
German Egloff	Administrateur
Andreas Eugster	Administrateur
Daniel Frank	Administrateur
Wim Kinnet	Administrateur
Claude Meyer	Administrateur
Martin Strobel	Administrateur

Membres de la Direction

Romain Braas	Administrateur - Directeur Général
Daniel Frank	Administrateur - Directeur
Wim Kinnet	Administrateur - Directeur
Claude Meyer	Administrateur - Directeur

Rapport de gestion

Assemblée Générale de **Bâloise Assurances Luxembourg S.A.**
Société Anonyme

Rapport de gestion du Conseil d'Administration sur l'exercice 2014

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous avons l'honneur de vous présenter le bilan et le compte de profits et pertes pour l'exercice du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2014, ainsi que le rapport de gestion y relatif.

Une année de records

Luxleaks, Grexit, Krim, chute du pétrole, chute de l'euro, baisse des taux d'intérêts - 2014 fut une année marquée par des événements importants qui auront bel et bien encore des répercussions sur les années à venir et influenceront les marchés financiers dans le futur.

Une place financière tourmentée certes, mais avec des résultats solides, notamment sur le marché des assurances. Le Commissariat aux Assurances se montre satisfait de la progression des primes et des résultats en 2014 et publie les chiffres du dernier trimestre 2014 qui, avec 401,42 millions d'euros dépassent le précédent record de 338 millions enregistré en 2011.

Dans un contexte d'une politique d'austérité, le retour à la croissance s'avère difficile en Europe, malgré les initiatives mises en place comme par exemple les efforts entrepris en vue d'une amélioration de la compétitivité et d'une baisse du coût du travail. Il était espéré que l'année 2014 serait l'année de reprise de l'économie, mais malheureusement, les améliorations et le rebond d'activité dans la zone Euro n'ont pas tout à fait permis à l'économie de décoller.

La croissance du PIB en volume indique un regain de dynamisme, mais c'est encore prématuré de constater un véritable retournement de tendance à la hausse. Sur l'ensemble de l'année 2014, on note une croissance de l'ordre de 3%. En effet, la croissance s'est prononcée particulièrement au cours du 3ème trimestre 2014, soutenue par les activités financières, avec notamment la tendance haussière constatée au niveau des marchés boursiers.

Il reste à noter que les taux d'intérêt restent à un niveau historiquement bas et qu'une majorité d'économistes ne s'attend

pas à un changement à court terme. Ces taux risquent de peser considérablement sur le rendement d'un nombre de produits financiers et d'étouffer certains secteurs d'activités dépendant d'investissements financiers.

Un autre défi constaté reste le chômage qui, bien qu'en légère baisse en fin d'année 2014, atteint 7,0% de la population active. Pour ce qui est de la lutte contre le chômage des jeunes, des mesures sont mises en place dans toute la zone euro.

A noter également que sur l'ensemble de l'année 2014, l'inflation se chiffre à seulement 0,6%, contre 1,7% en 2013. Il reste à voir dans quelle mesure la hausse du taux de TVA de 2 points de pourcentage depuis le 1er janvier 2015 est susceptible de renforcer une tendance inflationniste.

La décision en février de la Commission européenne de revoir à la hausse ses perspectives de croissance pour 2015 et 2016 permet d'être confiant en l'avenir. En effet, les différents facteurs de soutien comme le lancement du plan d'investissement, la baisse du prix du pétrole enregistrée au passage de 2014 à 2015, la nette dépréciation de l'euro observée sur la même période et le lancement d'un programme d'assouplissement quantitatif conséquent par la Banque Centrale Européenne visent à accélérer la croissance.

Finalement on constate que les sujets qui étaient d'actualité au cours des exercices précédents restent à l'ordre du jour comme la consolidation de la surveillance bancaire européenne avec le mécanisme de surveillance unique par la Banque Centrale Européenne à partir du 1er novembre 2014 ou les exigences en termes de Solvency II.

Pour Bâloise Assurances Luxembourg S.A., l'exercice 2014 a principalement été marqué par un événement majeur: l'acquisition des activités luxembourgeoises de P&V Assurances S.C.R.L. dont le closing s'est fait en date du 16 mai 2014. Cette acquisition est profitable à plus d'un titre pour nos activités non-vie:

- Le renforcement de notre position sur le marché:
 - Le volume de primes additionnelles de l'ordre de M€ 28,7 généré par cette acquisition conduit à faire progresser notre encaissement de près de 45%.

- Notre part de marché se situe désormais à plus de 12% sur les branches que nous pratiquons (hors Assurance Santé), et nous a permis de nous positionner comme n°3 du marché depuis le 2^{ième} trimestre 2014.
- L'acquisition d'un réseau de distribution dynamique. D'autre part, la complémentarité géographique de ce réseau avec notre réseau initial nous procure une meilleure couverture du territoire.
- Des effets de synergies importants:
 - Cette reprise nous permet également de bénéficier d'une plateforme informatique aux standards technologiques de dernière génération, en parfaite adéquation avec nos besoins métiers. Nous évitons ainsi de devoir procéder à une longue et coûteuse refonte de nos propres systèmes qui étaient devenus obsolètes.
 - Combinée à l'augmentation de notre volume d'affaires et à la refonte de nos processus, cette nouvelle infrastructure nous permettra de rejoindre plus rapidement que prévu les meilleurs standards d'efficacité du marché.
- D'un point de vue technique, le portefeuille nouvellement acquis est pour l'essentiel composé de risques du Particulier. Les opérations d'assainissement menées ces dernières années ont permis d'amener ce portefeuille à un niveau de rentabilité technique dans les normes du marché.

Notre approche hautement technique tant dans la souscription que dans la tarification de nos risques nous permet d'afficher pour 2014, comme en 2013, un très bon ratio de sinistralité, et ce malgré:

- la survenance d'un événement Catastrophes Naturelles en juillet 2014 de l'ordre de M€ 0,8: pluies torrentielles ayant

engendré des inondations;

- un sinistre de forte intensité en Responsabilité Civile Automobile dont la réserve a dû être portée à M€ 5,5.

1. Évolution de l'activité

Le montant total des primes brutes émises au cours de l'exercice s'établit à € 95.213.314,- contre € 64.285.376,- en 2013, ce qui représente une augmentation de 48,1% par rapport à 2013, imputable pour l'essentiel à l'acquisition du portefeuille de P&V Assurances S.C.R.L.

Les deux ex-entités ont cependant aussi généré une croissance endogène comparable à celle du marché domestique de 3,5% (+3,1% pour Bâloise, +4,4% pour P&V Assurances S.C.R.L.), correspondant à un accroissement des primes émises de plus de M€ 3,2.

Ces évolutions se sont déroulées dans un environnement concurrentiel et dans le cadre d'un contexte économique général similaire à celui de 2013, si ce n'est un niveau d'inflation encore plus faible qui ampute la croissance de notre encaissement de l'augmentation mécanique des primes provenant habituellement des contrats indexés.

Pour notre part, notre croissance a été soutenue par le lancement d'un nouveau produit sur le segment des voitures particulières qui a permis d'améliorer notre positionnement tarifaire sur ce segment primordial.

Rappelons que nous sommes exclusivement actifs sur le marché des résidents luxembourgeois et que jusqu'ici, nous ne pratiquons pas l'assurance non-vie sur les marchés frontaliers.

Comparé à l'année précédente, les primes émises se répartissent comme suit entre les principaux groupes de branches:

Branche	2014	2013	Evolution
R.C. Auto	19.172.639	11.263.272	70,2%
Tous Risques Auto	31.619.152	18.604.467	70,0%
Dommages aux biens	28.192.177	22.620.902	24,6%
R.C. Générale et P.J.	11.362.801	9.090.245	25,0%
Autres branches	4.866.545	2.706.490	79,8%
TOTAL	95.213.314	64.285.376	48,1%

Comme pour l'exercice précédent, nous constatons que la branche automobile constitue le principal vecteur de notre croissance.

Au niveau des résultats techniques, les points notables sont les suivants:

- En assurance automobile, nous constatons une amélioration de la rentabilité technique par rapport à l'exercice précédent. Les ratios de sinistralité s'établissent comme suit:

- En Responsabilité Civile:

- 81,9% en 2013 contre 65,9% en 2014 au titre de l'année courante,
- 72,1% en 2013 contre 67,0% en 2014 tous exercices confondus.

- En Dommages:

- 70,8% en 2013 contre 65,4% en 2014 au titre de l'année courante,

- 61,7% en 2013 contre 55,4% en 2014 tous exercices confondus.

Cette amélioration est imputable pour l'essentiel à des fréquences de sinistres qui se sont situés au plus bas niveau jamais observé.

- Détérioration du ratio de sinistralité en branche Dommages aux biens qui passe de 34,9% à 42,4% de 2013 à 2014 en courant et de 27,4% à 35,9% tous exercices confondus. Ces ratios se situent malgré tout encore à un niveau très confortable. La dégradation est pour l'essentiel imputable:
 - à la survenance de l'événement Catastrophes Naturelles déjà évoqué,
 - et à la forte augmentation de la fréquence des sinistres au titre de la garantie Vol.
- Pour les autres branches aucun événement ni aucune évolution notable ne sont à signaler.

Toutes branches confondues les ratios de sinistralité se présentent comme suit:

- 55,7% en 2013 contre 54,4% en 2014 en courant,
- 46,6% en 2013 contre 50,2% en 2014 tous exercices confondus.

Globalement, nous constatons:

- Une amélioration en résultat courant malgré:
 - un poids croissant de la branche automobile qui génère habituellement des résultats moins favorables que les autres branches,
 - la survenance d'événements exceptionnels non récurrents en 2014.
- Une dégradation tous exercices confondus, mais qui fait suite à une année 2013 exceptionnelle. Le ratio de 50,2% observé en 2014 reste tout à fait satisfaisant.

2. Évolution des investissements

La politique financière est orientée suivant une structure de référence se composant de 21,4% d'immeubles, 10,3% d'actions et de fonds d'investissement, 64,8% d'obligations et 3,5% de liquidités. Au 31 décembre 2014, on observe que la société maintient un niveau de liquidité et de titres obligataires plus élevé, ce qui est dû à une restructuration des investissements qui était partiellement réalisée en 2013 et sera terminée courant 2014. Le pourcentage des immeubles est en dessous des seuils de référence ce qui est dû à l'intégration des investissements en relation avec l'acquisition des activités de P&V Assurances S.C.R.L.

Valeur de marché en millions d'euros	2014		2013	
Immeubles (directe et indirecte via participation)	22,4	10,5%	28,8	25,0%
Actions	14,6	6,8%	11,0	9,6%
Obligations	154,4	72,4%	69,7	60,6%
Fonds d'investissement	0,4	0,2%	0,4	0,3%
Prêts	0,2	0,1%	0,1	0,1%
Liquidités	21,3	10,0%	5,1	4,4%
TOTAL	213,3	100,0%	115,1	100,0%

La **marge de solvabilité** atteint 199,6% contre 280,9% en 2013 et baisse ainsi de 28,9% dû à l'intégration des activités de P&V Assurances S.C.R.L.

3. Répartition du résultat

Le résultat disponible pour l'exercice 2014 est de € 19.408.721,35 et s'établit comme suit:

- report antérieur: € 8.181.339,25
- bénéfice de l'exercice: € 11.227.382,10

La proposition du Conseil d'Administration pour la répartition du résultat disponible se présente donc comme suit:

- paiement d'un dividende de € 90,- aux 33.515 actions: € 3.016.350,00
- report à nouveau: € 16.392.371,35

4. Événements postérieurs à la clôture

A notre connaissance, il n'y a pas eu d'événements importants depuis la clôture de l'exercice qui affecteraient de manière significative les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2014.

5. Gestion des risques

Pour la gestion de nos risques, nous appliquons les standards du Groupe appelés «Bâloise Group Wide Risk Management Standards». La cartographie des risques arrêtée par le Groupe se décompose en six grandes catégories de risques: les risques techniques (risques métiers), les risques de placement, les risques de la structure financière, les risques de l'environnement de l'entreprise, les risques opérationnels et les risques

stratégiques et/ou risques d'information. Tous les risques que nous avons identifiés sont rattachés à l'une de ces six catégories.

› Risques techniques

Nous distinguons les risques d'assurance et de réassurance

- Les risques d'assurance concernent entre autres les risques de tarification (primes), les risques d'inadéquation des provisions techniques et l'escroquerie à l'assurance. Les risques de tarification sont globalement maîtrisés grâce à une politique de souscription adéquate et l'analyse régulière de la rentabilité. Les provisions techniques sont soumises régulièrement au test d'adéquation. Nous contre-carons le risque d'escroquerie en assurance à l'aide d'une politique appropriée de formation de nos collaborateurs.
- Les risques de réassurance englobent entre autres la tarification que nous limitons en ayant recours aux spécialistes de notre Groupe et en nous associant avec d'autres sociétés du Groupe.

› Risques de placement

Risques de marché et risques de crédit

- Les risques de marché concernent principalement les taux d'intérêt, les actions et l'immobilier. Une politique très conservatrice d'allocation d'actifs nous permet de réduire considérablement notre exposition aux risques de marché. En plus, nous suivons régulièrement l'évolution de nos actifs grâce à un système de reporting mensuel.
- Les risques de crédit ont trait principalement au défaut de contrepartie des émetteurs, réassureurs, intermédiaires et preneurs d'assurance. Nous effectuons le choix des émetteurs et réassureurs en fonction de leur rating et nous faisons attention au risque de concentration lié. Concernant les intermédiaires et les preneurs d'assurance, il existe une procédure adéquate de recouvrement des créances.

› Risques de la structure financière

Risques de liquidité et risques découlant des dispositions prudentielles

- Ayant confié la gestion de nos actifs propres à une filiale du groupe, nous suivons avec elle nos risques de liquidité dans le cadre de téléconférences régulières.
- Les risques découlant des dispositions prudentielles concernent surtout le respect des exigences de marge de solvabilité. Grâce à un système de reporting mis en place par le Groupe, nous suivons mensuellement l'évolution de notre marge de solvabilité.

› Risques en relation avec l'environnement de l'entreprise

Modification des normes, marché et concurrents, événements externes et investisseurs

- Les risques de modification de normes sont maîtrisés grâce à une politique interne de veille sur les changements réglementaires.
- Les événements externes englobent entre autres les risques systémiques, le terrorisme, le tremblement de terre et l'assurance des immeubles que nous détenons. Nous appré-

hendons principalement ces risques par le truchement de scénarios catastrophes que nous utilisons dans le cadre du Swiss Solvency Test (SST).

› Risques opérationnels

Sécurité informatique, interruption d'activité, risque des ressources humaines, risques juridiques, risques de conformité et risques de processus

- La sécurité informatique se rapporte à la protection des données et de toute l'infrastructure informatique. Nous disposons d'une procédure de sécurité informatique que tous les employés doivent appliquer et, mensuellement, nous suivons l'évolution de notre sécurité informatique grâce au système de reporting appelé Controlling-Raster.
- Concernant le risque d'interruption d'activité, un plan de continuité est en place qui nous permettra d'assurer la continuité de nos activités en cas d'indisponibilité des locaux ou de panne informatique grave.
- Pour les ressources humaines, le principal risque identifié est la perte du personnel clé. Nous avons mis en place une politique adéquate d'identification et d'encadrement des talents et autres personnes clés, ainsi qu'un plan de succession revu annuellement.
- Nos risques juridiques et de conformité font l'objet d'un suivi régulier par nos services juridiques et compliance.
- Les risques de processus concernent essentiellement la non-application de procédures ou l'application de procédures inadéquates. La plupart de ces risques sont sous contrôle grâce à l'efficacité de notre système de contrôle et d'audit interne.
- Les risques liés aux projets concernent les contraintes de ressources, budget ou gains futurs.

› Risques stratégiques et/ou Risques d'information

- Les risques stratégiques et/ou d'information englobent entre autres le portefeuille des affaires et des projets, le risque d'intégration des entités absorbées, la communication externe et la fiabilité des informations financières. Afin de garantir la fiabilité de nos informations financières, nous avons mis en place un système de contrôle interne (SCI) efficace.

Tous les risques mentionnés ci-dessus font l'objet d'un suivi régulier et sont discutés dans le rapport ORSA. Dans ce rapport, suivant les exigences de la directive Solvabilité II, on commente non seulement les risques principaux mais aussi les résultats financiers, la position de solvabilité (Solvabilité II, Solvabilité I, Swiss Solvency Test), le business plan et un FLOAR (Forward Looking Own Risk Assessment).

Afin d'accroître l'efficacité de notre système de gestion des risques, nous avons créé, fin 2008, une fonction Risk Management dont les principales missions sont la création et le renforcement d'une culture de risques au sein de notre entreprise, l'animation et la coordination du processus d'identification, d'évaluation, de traitement, de suivi et de pilotage des risques. Deux fois par an, un Key Risk Indicator Rapport est créé qui permet la prévention des risques.

Depuis 2009, deux comités dédiés à la gouvernance des risques fonctionnent et se réunissent une fois par trimestre: le comité de gestion des risques (RICO) et le comité de gestion actif-passif (ALCO). Depuis 2010, les deux comités ont fusionné pour former le comité ALCO-RICO. Une gouvernance claire pour cet ALCO-RICO définit des rôles et responsabilités de chaque membre, la méthode de fonctionnement et les sujets fixés.

En préparation de l'implémentation de Solvabilité II, qui est prévue le 1^{er} janvier 2016, plusieurs fonctionnements ont été formalisés dans le contexte du pilier II. A cette fin, le Conseil d'Administration a validé le système de gouvernance de risques incluant les politiques Outsourcing, Fit and Proper, Risk Strategy, ORSA et Data Quality.

Depuis fin 2012, un Comité d'audit, qui émane du Conseil d'Administration et comprend un membre non exécutif et indépendant, tient des réunions trois fois par an avec pour principaux sujets: la revue des comptes, l'ORSA, Solvabilité II, le plan d'audit des auditeurs externes et internes, ainsi que les résultats des missions d'audit interne et de la Management Letter du réviseur externe.

6. Activités de recherche et de développement

Nous avons poursuivi notre projet de refonte fondamentale de tous nos processus transactionnels. Chaque activité du métier de l'assurance est analysée et optimisée selon les méthodes LeanSixSigma. L'objectif est de mettre en place des processus efficaces au profit de l'excellence de la qualité de service. Ce projet est réalisé en capitalisant sur les outils informatiques modernes mis en place ces dernières années.

Après le lancement, il y a quelques années, de notre positionnement stratégique, le «Monde de Sécurité», nous avons progressé dans l'intégration systématique de composantes «sécurité» dans chaque nouveau produit d'assurance. Nous enrichissons ainsi notre palette de garanties d'éléments totalement en ligne avec notre promesse «Making you safer».

7. Informations relatives à l'acquisition d'actions propres

Conformément à l'article 49 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, nous confirmons que la Société n'a pas souscrit à ses propres actions, ni par elle-

même, ni par l'intermédiaire d'une personne agissant en son nom propre. La Société n'a pas fait usage de produits dérivés au cours de l'exercice sous revue.

8. Informations relatives aux succursales de la Société

Bâloise Assurances Luxembourg S.A. ne dispose d'aucune succursale, ni au Grand-Duché de Luxembourg, ni en dehors du Grand-Duché.

9. Perspectives

Au cours de l'année 2015, nous continuerons à développer nos outils informatiques et digitaux, visant une gestion optimale du portefeuille tant par nos entités internes que par nos réseaux externes.

Un fort accent est mis sur la gouvernance d'entreprise et notamment sur les préparations relatives à Solvency II.

L'année 2015 sera fortement marquée par la finalisation de l'intégration des activités de P&V Assurances S.C.R.L., notamment en matière de produits et de processus opérationnels.

Nous remercions tous nos clients et partenaires qui nous font confiance. Nos remerciements vont également à nos employés et intermédiaires qui, par leur travail et leur dévouement, nous ont permis de réaliser les bons résultats que nous affichons pour 2014.

Bertrange, le 7 avril 2015

Romain BRAAS

Administrateur-
Directeur Général

Peter ZUTTER

Président du Conseil
d'Administration



Rapport d'audit

Aux Actionnaires de
Bâloise Assurances Luxembourg S.A.

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de Bâloise Assurances Luxembourg S.A., comprenant le bilan au 31 décembre 2014, le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date et l'annexe contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité du Conseil d'Administration pour les comptes annuels

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces comptes annuels, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du Réviseur d'entreprises agréé

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement du Réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le Réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur le fonctionnement efficace du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.



Opinion

A notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de Bâloise Assurances Luxembourg S.A. au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le rapport de gestion, qui relève de la responsabilité du Conseil d'Administration, est en concordance avec les comptes annuels.

PricewaterhouseCoopers, Société coopérative
Représentée par

Luxembourg, le 8 avril 2015

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Christiane Schaus'.

Christiane Schaus

Comptes annuels

Bâloise Assurances Luxembourg S.A.
Société Anonyme

Bilan au 31 décembre 2014

(exprimé en euros)

ACTIF	Notes	2014 EUR	2013 EUR
Actifs incorporels	3.2, 4		
• Frais d'établissement		10.181	-
• Concessions, brevets et licences		8.617.241	1.861.320
• Autres actifs incorporels		13.088.988	736.776
		21.716.410	2.598.096
Placements	6		
• Terrains et constructions	3.3, 5	10.109.829	176.191
• Placements dans des entreprises liées et participations			
- Parts dans des entreprises liées	6.1	2.348.759	18.468.759
- Bons et obligations émis par des entreprises liées et créances		8.317.923	8.317.923
• Autres placements financiers	6.2		
- Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable et parts dans des fonds communs de placement	3.4	12.833.376	9.151.251
- Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	3.5	140.044.437	65.104.527
- Autres prêts (y compris prêts ou avances sur polices)		225.022	99.152
- Dépôts auprès des établissements de crédit	3.5	2.424.893	1.549.548
		176.304.239	102.867.351
Part des réassureurs dans les provisions techniques			
• Provision pour primes non acquises		394.895	320.054
• Provision pour sinistres		30.241.567	14.016.657
		30.636.462	14.336.711
Créances	3.6, 12		
• Créances nées d'opérations d'assurance directe			
- Sur les preneurs d'assurance		5.109.313	4.259.369
- Sur les intermédiaires d'assurance		5.067.626	2.692.201
• Créances nées d'opérations de réassurance	7	11.061.974	5.031.170
• Autres créances	7	419.553	2.793.408
		21.658.466	14.776.148

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des comptes annuels.

Bilan au 31 décembre 2014 (suite)

(exprimé en euros)

ACTIF (suite)	Notes	2014 EUR	2013 EUR
Autres éléments d'actif			
• Actifs corporels	3.3, 8		
- Installations techniques et machines		1.220.764	1.133.636
- Autres installations, outillage et mobilier		1.769.935	877.445
• Avoirs en banque, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et encaisse		19.265.665	4.049.029
• Autres actifs		7.597	48.201
		22.263.961	6.108.311
Comptes de régularisation			
• Intérêts et loyers acquis non échus		2.387.382	1.194.956
• Autres comptes de régularisation		1.424.178	1.068.196
		3.811.560	2.263.152
TOTAL DE L'ACTIF		276.391.098	142.949.769

Bilan au 31 décembre 2014 (suite)

(exprimé en euros)

PASSIF	Notes	2014 EUR	2013 EUR
Capitaux propres	9		
• Capital souscrit		9.760.000	9.760.000
• Réserves	10		
- Réserve légale		976.000	976.000
- Autres réserves		20.466.250	3.739.250
• Résultats reportés		8.181.339	6.509.584
• Résultat de l'exercice		11.227.382	1.398.755
		50.610.971	22.383.589
Postes spéciaux avec une quote-part de réserves	11	9.424.828	18.863.358
Provisions techniques	3.7		
• Provisions pour primes non acquises	3.7.1	25.138.176	17.615.193
• Provisions pour sinistres	3.7.2	135.859.318	60.142.190
• Provisions pour participations aux bénéfices et ristournes		191.557	131.500
		161.189.051	77.888.883
Provisions pour autres risques et charges	3.8		
• Provisions pour pensions et obligations similaires		1.577.560	904.820
• Autres provisions		4.982.019	3.222.964
		6.559.579	4.127.784
Dépôts reçus des réassureurs		25.775.710	8.136.099
Dettes	3.9, 12		
• Dettes nées d'opérations d'assurance directe		7.584.264	5.571.139
• Dettes nées d'opérations de réassurance	7	5.300.164	1.502.121
• Dettes fiscales et dettes au titre de la sécurité sociale		1.929.405	1.244.215
• Autres dettes	7	5.014.652	2.982.652
		19.828.485	11.300.127
Comptes de régularisation	3.10	3.002.474	249.929
TOTAL DU PASSIF		276.391.098	142.949.769

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des comptes annuels.

Comptes de profits et pertes au 31 décembre 2014

(exprimés en euros)

COMPTE TECHNIQUE DE L'ASSURANCE NON-VIE	Notes 13	2014 EUR	2013 EUR
Primes acquises, nettes de réassurance			
• Primes brutes émises	14	95.213.314	64.285.376
• Primes cédées aux réassureurs		(10.493.453)	(8.543.110)
• Variation du montant brut de la provision pour primes non acquises		(485.105)	173.127
• Variation du montant de la provision pour primes non acquises, part des réassureurs		(6.944)	(149.163)
		84.227.812	55.766.230
Produits des placements alloués transférés du compte non technique	3.11	4.127.434	2.553.018
Autres produits techniques, nets de réassurance	15	328.283	236.834
Charge des sinistres, nette de réassurance			
• Montants payés			
- Montants bruts		(52.433.259)	(36.084.880)
- Part des réassureurs		3.581.815	6.088.762
• Variation de la provision pour sinistres			
- Montant brut		(4.034.173)	1.412.637
- Part des réassureurs		1.780.786	(4.946.005)
		(51.104.831)	(33.529.486)
Participations aux bénéfices et ristournes, nettes de réassurance		(159.556)	(169.998)
Frais d'exploitation nets			
• Frais d'acquisition	16	(19.670.017)	(13.855.921)
• Frais d'administration	3.12	(16.017.401)	(9.796.722)
• Commissions reçues des réassureurs et participations aux bénéfices		331.982	342.169
		(35.355.436)	(23.310.474)
Autres charges techniques, nettes de réassurance	17	(609.729)	(88.646)
RÉSULTAT DU COMPTE TECHNIQUE DE L'ASSURANCE NON-VIE		1.453.977	1.457.478

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des comptes annuels.

Comptes de profits et pertes au 31 décembre 2014 (suite)

(exprimés en euros)

COMPTE NON TECHNIQUE	Notes	2014 EUR	2013 EUR
Résultat du compte technique de l'assurance non-vie		1.453.977	1.457.478
Produits des placements			
• Produits des participations		200.000	-
• Produits des autres placements			
- Produits provenant des terrains et constructions		761.555	123.914
- Produits provenant d'autres placements		5.505.757	2.839.049
• Reprises de corrections de valeur sur placements		-	216.806
• Profits provenant de la réalisation de placements		1.396.761	1.090.978
		7.864.073	4.270.747
Charge des placements			
• Charges de gestion des placements y compris les charges d'intérêt		(2.549.378)	(1.277.520)
• Corrections de valeur sur placements		(404.941)	(19.498)
• Pertes provenant de la réalisation de placements		(247.469)	(170.099)
		(3.201.788)	(1.467.117)
Produits des placements alloués transférés au compte technique de l'assurance non-vie	3.11	(4.127.434)	(2.553.018)
Autres produits		16.772	298
Autres charges y compris les corrections de valeur		(2.455)	-
Produits provenant de la dissolution de postes spéciaux avec une quote-part de réserve	11	9.438.530	-
Impôts sur les résultats provenant des activités ordinaires		4.307	-
Résultat provenant des opérations ordinaires après impôts		11.445.982	1.708.388
Autres impôts ne figurant pas sous les postes qui précèdent		(218.600)	(309.633)
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		11.227.382	1.398.755

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des comptes annuels.

Comptes annuels

Bâloise Assurances Luxembourg S.A.
Société Anonyme

Annexe aux comptes annuels au 31 décembre 2014

Note 1 - Généralités

Bâloise Assurances Luxembourg S.A. (la «Société») est une entreprise d'assurance constituée au Grand-Duché de Luxembourg, sous forme de société anonyme en date du 30 décembre 1998 et publiée au Recueil Spécial des Sociétés et Associations sous le numéro B 68 065.

La Société a pour objet de faire toutes opérations d'assurance et de coassurance dans toutes les branches d'assurances autres que la branche vie et toutes opérations de réassurance, ainsi que toutes opérations qui se rattachent à cet objet.

Par résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 16 mai 2014 et avec l'autorisation du comité de direction de la Banque Nationale de Belgique en date du 6 mai 2014 la Société a acquis la société P&V Assurances S.C.R.L. avec date d'effet comptable au 1^{er} janvier 2014.

Note 2 - Présentation des comptes annuels

Les comptes annuels ont été préparés en conformité avec la loi du 8 décembre 1994 telle que modifiée sur les comptes annuels des entreprises d'assurance et de réassurance, ainsi qu'avec les principes comptables généralement admis dans le secteur des assurances au Grand-Duché de Luxembourg. Les politiques comptables et les principes d'évaluation sont, en dehors des règles imposées par la loi et le Commissariat aux Assurances, déterminés et mis en place par le Conseil d'Administration.

La société Bâloise Assurances Luxembourg S.A. est incluse dans les comptes consolidés de Bâloise Holding AG, constituant l'ensemble le plus grand d'entreprises dont la Société fait partie en tant que filiale. Le siège de cette société est situé à Aeschengraben 21, CH-4002 Bâle et les comptes consolidés sont disponibles à cette même adresse.

La Société est exemptée de l'obligation d'établir des comptes consolidés en conformité avec l'article 316 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée concernant les sociétés commerciales.

Note 3 - Résumé des principales politiques comptables

Les principales politiques comptables adoptées par la Société sont les suivantes:

3.1 Conversion des postes libellés en devises étrangères

Les actifs et les passifs, exprimés en devises étrangères, sont convertis en euros (EUR) aux cours de change en vigueur à la date de clôture.

Les transactions de l'exercice, libellées en devises étrangères, sont converties en EUR aux taux de change en vigueur à la date de transaction.

Seuls les gains et les pertes de change réalisés ainsi que les pertes de change non réalisées sont enregistrés dans le compte profits et pertes.

3.2 Actifs incorporels

Les actifs incorporels sont évalués au prix d'acquisition historique ou au coût de revient.

Les actifs incorporels sont amortis linéairement sur base des taux suivants:

	Taux %
concessions, brevets et licences	10 à 25 %
autres actifs incorporels	10 %

Les autres actifs incorporels sont composés des valeurs des portefeuilles achetés et activés ainsi que du goodwill suite à l'acquisition de P&V Assurances S.C.R.L. La durée d'amortissement de 10 ans correspond à la durée économique.

3.3 Terrains et constructions - Actifs corporels immobilisés

Les terrains et constructions et les actifs corporels sont évalués au prix d'acquisition historique. Le prix d'acquisition s'obtient en ajoutant les frais accessoires au prix d'achat.

Les constructions et les actifs corporels, dont l'utilisation est limitée dans le temps, sont amortis linéairement sur base des taux suivants:

	Taux %
constructions	2 à 10 %
actifs corporels, autres que matériel informatique	10 à 25 %
matériel informatique	25 %

En cas de dépréciation durable, les terrains et constructions et les actifs corporels immobilisés font l'objet de corrections de valeur afin de leur donner la valeur inférieure qui est à leur attribuer à la date de clôture du bilan.

3.4 Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable

Les actions et autres valeurs mobilières à revenu variable sont évaluées au plus bas du coût d'acquisition historique qui comprend les frais accessoires et de la valeur de marché. Les corrections de valeur, correspondant à l'écart négatif entre la valeur de réalisation et le coût d'acquisition, ne sont pas maintenues lorsque les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister.

3.5 Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe et dépôts auprès des établissements de crédit

Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe sont évaluées au coût d'acquisition historique qui comprend les frais accessoires ou à leur prix de remboursement compte tenu des éléments suivants:

- l'écart positif (agio) entre le coût d'acquisition et le prix de remboursement est pris en charge au compte de profits et pertes de manière échelonnée sur la durée de détention du titre;
- l'écart négatif (disagio) entre le coût d'acquisition et le prix de remboursement est porté au résultat de manière échelonnée pendant toute la période restant à couvrir jusqu'à l'échéance du titre.

Au 31 décembre 2014, la part non amortie des agios et des disagios sur obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe s'élève respectivement à EUR 5.104.545 (31.12.2013: EUR 629.685) et à EUR 410.108 (31.12.2013: EUR 325.158).

Pour l'exercice 2014, l'amortissement des agios et disagios sur obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe s'élève respectivement à EUR 1.905.768 (31.12.2013: EUR 57.698) et EUR 66.120 (31.12.2013: EUR 45.773).

En cas de dépréciation qui, de l'avis de la Direction, revêt un caractère durable, ces titres font l'objet de corrections de valeur afin de leur donner la valeur inférieure qui leur est attribuée à la date de la clôture du bilan; ces corrections de valeur ne sont pas maintenues lorsque les raisons qui ont motivé leur constitution ont cessé d'exister. Au 31 décembre 2014, la Société n'a pas constitué de correction de valeur.

Les dépôts auprès des établissements de crédit sont évalués à leur valeur nominale.

3.6 Créances

Les créances sont inscrites au bilan au plus bas de leur valeur nominale et de leur valeur probable de réalisation. Elles font l'objet de corrections de valeur lorsque leur recouvrement est partiellement ou entièrement compromis.

Ces corrections de valeur ne sont pas maintenues lorsque les raisons qui ont motivé leur constitution ont cessé d'exister.

3.7 Provisions techniques

Des provisions techniques suffisantes sont constituées pour permettre à la Société d'honorer, dans la mesure de ce qui est raisonnablement prévisible, les engagements résultant des contrats d'assurance.

3.7.1 Provisions pour primes non acquises

Les primes émises représentent tous les montants de primes reçus ou à recevoir au titre de contrats d'assurance conclus avant la clôture de l'exercice.

La partie des primes émises qui se rapporte à un ou plusieurs exercices ultérieurs est différée par le biais de la dotation à la provision pour primes non acquises, calculée prorata temporis séparément pour chaque contrat d'assurance.

3.7.2 Provisions pour sinistres

Les provisions pour sinistres correspondent au coût total estimé (y compris les frais de gestion) du règlement de tous les sinistres survenus à la clôture de l'exercice, déclarés ou non, déduction faite des sommes déjà payées au titre de ces sinistres.

Les provisions pour sinistres résultent d'un calcul séparé pour chaque sinistre qui exclut tout escompte ou déduction.

La méthode statistique utilisée pour le calcul de l'IBNR est une méthode «Chain-Ladder» basée sur des triangles reprenant le nombre des sinistres déclarés tardivement les dix dernières années et répartis par années de survenance, les coûts moyens des sinistres relatifs à des années antérieures déclarés tardivement en 2014 et les coûts moyens des sinistres survenus et déclarés en 2014.

Après calcul des coefficients de développement, le nombre de sinistres «IBNR» à prévoir par garantie considérée est obtenu. Le nombre estimé de sinistres «IBNR» est multiplié par la moyenne de la moyenne du coût des sinistres «IBNR» (déclarés en 2014 avec une date de survenance antérieure à 2014) et la moyenne du coût des sinistres survenus et déclarés en 2014. Le montant ainsi obtenu constitue le montant de la provision totale «IBNR» par garantie considérée. Au 31 décembre 2014, la provision pour «IBNR» s'élève à EUR 5.947.790 (2013: EUR 3.603.769).

	2014 EUR		2014 EUR	2013 EUR	2013 EUR
	Bâloise Assurances Luxembourg S.A.	Variations de l'exercice	Bilan consolidé au 01.01.2014	Bâloise Assurances Luxembourg S.A.	P&V Assurances S.C.R.L.
Provisions techniques					
• Provisions pour primes non acquises	25.138.176	485.105	24.653.071	17.615.193	7.037.878
• Provisions pour sinistres	135.859.318	4.034.173	131.825.145	60.142.190	71.682.955
• Provisions pour participations aux bénéfices et ristournes	191.557	28.818	162.739	131.500	31.239
	161.189.051	4.548.096	156.640.955	77.888.883	78.752.072
Part des réassureurs dans les provisions techniques					
• Provisions pour primes non acquises	394.895	(6.944)	401.839	320.054	81.785
• Provisions pour sinistres	30.241.567	1.780.786	28.460.781	14.016.657	14.444.124
	30.636.462	1.773.842	28.862.620	14.336.711	14.525.909

3.8 Provisions pour autres risques et charges

Les provisions pour autres risques et charges ont pour objet de couvrir des charges ou des dettes qui sont nettement circonscrites quant à leur nature mais, à la date de clôture du bilan, sont ou probables ou certaines mais indéterminées quant à leur montant ou à leur date de survenance. En 2014, les provisions sont constituées des provisions pour bonus, des provisions pour loyers, charges locatives et aménagements à payer, des provisions pour litiges, pour charges de maintenance à payer, pour honoraires à payer et des provisions pour autres factures à recevoir.

Les provisions pour le fonds de pension du personnel incluses dans ce poste sont calculées suivant la méthode d'inventaire et en respectant les tables de mortalité et les taux d'intérêts réglementaires.

3.9 Dettes

Les dettes sont inscrites au passif à leur valeur de remboursement.

Lorsque le montant à rembourser sur des dettes est supérieur au montant reçu, la différence est portée en charge à la date de reconnaissance de la dette.

Lorsque le montant à rembourser est inférieur au montant reçu, la différence est portée en résultat de manière échelonnée sur la durée du contrat.

3.10 Comptes de régularisation passif

Ce poste comprend les produits perçus avant la date de clôture et imputables à un exercice ultérieur ainsi que les charges qui se rapportent à l'exercice clos mais ne seront réglées qu'au cours d'un exercice ultérieur.

3.11 Produits des placements alloués transférés au compte technique

Ces produits représentent la fraction du montant total des produits nets des placements relatifs aux actifs représentatifs des provisions techniques non-vie transférée du compte non technique pour permettre une meilleure représentativité du résultat technique des opérations relatives à l'activité non-vie.

3.12 Frais d'administration

Les frais d'administration comprennent notamment les frais d'encaissement des primes, d'administration du portefeuille et de réassurance acceptée et cédée. Ils comprennent en particulier les frais de personnel et les amortissements du mobilier et du matériel, dans la mesure où ils ne sont pas relatifs et donc comptabilisés avec les frais d'acquisition, les sinistres ou les charges des placements.

3.13 Corrections de valeur

Les corrections de valeur sont déduites directement de l'actif concerné.

Note 4 - Actifs incorporels

Les mouvements des actifs incorporels survenus au cours de l'exercice se résument comme suit:

	Frais d'établissement	Fonds de commerce et goodwill	Concessions, brevets, licences, marques	Total	Total
	2014 EUR	2014 EUR	2014 EUR	2014 EUR	2013 EUR
Valeur brute au 01.01	126.262	2.150.408	18.263.110	20.539.780	19.500.792
Entrée suite acquisition 01.01.2014	-	13.886.491	7.500.000	21.386.491	-
Entrées de l'exercice	11.856	-	888.755	900.611	1.038.988
Sorties de l'exercice	-	-	-	-	-
Valeur brute au 31.12	138.118	16.036.899	26.651.865	42.826.882	20.539.780
Corrections de valeur cumulées au 01.01	(126.262)	(1.413.632)	(16.401.790)	(17.941.684)	(16.907.228)
Corrections de valeur de l'exercice	(1.675)	(1.534.279)	(1.632.834)	(3.168.788)	(1.034.456)
Corrections de valeur cumulées au 31.12	(127.937)	(2.947.911)	(18.034.624)	(21.110.472)	(17.941.684)
Valeur nette au 31.12	10.181	13.088.988	8.617.241	21.716.410	2.598.096

Note 5 - Terrains et constructions

Les mouvements survenus sur ce poste au cours de l'exercice se présentent comme suit:

	Terrains	Constructions	Total	Total
	2014 EUR	2014 EUR	2014 EUR	2013 EUR
Valeur brute au 01.01	38.639	356.380	395.019	395.019
Entrées de l'exercice	4.328.354	5.739.088	10.067.442	-
Sorties de l'exercice	-	-	-	-
Valeur brute au 31.12	4.366.993	6.095.468	10.462.461	395.019
Corrections de valeur cumulées au 01.01	-	(218.828)	(218.828)	(212.841)
Reprise de correction de valeur de l'exercice	-	-	-	-
Correction de valeur de l'exercice	-	(133.804)	(133.804)	(5.987)
Corrections de valeur cumulées au 31.12	-	(352.632)	(352.632)	(218.828)
Valeur nette au 31.12	4.366.993	5.742.836	10.109.829	176.191

La valeur actuelle brute avant frais de transactions des terrains et constructions s'élève à EUR 11.847.233 et a été déterminée selon la méthode de l'actualisation des flux futurs (DCF) en décembre 2014 pour l'immeuble Saint Esprit. L'évaluation de l'immeuble Victor Hugo a quant à elle été réalisée suite à une expertise externe précédant son acquisition en date du 16 mai 2014.

L'entière des terrains et constructions est utilisée à titre de placement.

Note 6 - Placements

6.1 Placements dans des entreprises liées et participations

Les placements dans des entreprises liées se présentent comme suit:

	% de détention	Fonds Propres au 31.12.14 EUR	Résultat de l'exercice 2014 EUR	Siège	Valeur comptable des entreprises liées au 31.12.2014 EUR
FIPOP S.A.	100,00 %	743.783	181.703	Bertrange (Luxembourg)	2.348.759
TOTAL					2.348.759

Les chiffres (non audités) relatifs aux fonds propres des participations intègrent le résultat de l'année 2014 et sont présentés sous les standards Lux Gaap.

Les mouvements des parts dans des entreprises liées de l'exercice se présentent comme suit:

	2014 EUR	2013 EUR
Valeur brute au 01.01	18.468.759	24.800.000
Entrées de l'exercice	-	2.348.759
Sorties de l'exercice	(16.120.000)	(8.680.000)
Valeur brute au 31.12	2.348.759	18.468.759
Corrections de valeur cumulées au 01.01	-	-
Dotations de l'exercice	-	-
Corrections de valeur cumulées au 31.12	-	-
Valeur nette au 31.12	2.348.759	18.468.759

Les mouvements dans les immobilisations financières reflètent la cession de 65% des parts de la Société BAROSA S.à r.l au 22 avril 2014.

Les créances sur des entreprises liées sont composées des prêts accordés comme suit:

	Montant nominal EUR	Valeur comptable EUR	Maturité	Taux %	Intérêts courus EUR
FIPOP S.A.	8.317.923	8.317.923	indéterminée	2,85%	120.154

Les intérêts courus non échus liés à la position sont présentés en comptes de régularisation.

6.2 Autres placements financiers

Au 31 décembre 2014, les valeurs actuelles des autres placements financiers sont les suivantes:

	Valeur actuelle 31.12.2014 EUR	Valeur actuelle 31.12.2013 EUR
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable et parts dans des fonds communs de placement	15.022.231	11.430.833
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	154.423.737	69.700.018
Autres prêts	225.022	99.152
Dépôts auprès des établissements de crédit	2.424.893	1.549.548

Les autres prêts et les dépôts auprès des établissements de crédit sont évalués à leur valeur nominale.

La valeur actuelle du portefeuille titre est déterminée comme suit:

- Les valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs ou négociées sur un autre marché réglementé sont évaluées sur base du dernier cours disponible le jour de l'évaluation.

- Les valeurs mobilières non admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs ou non négociées sur un autre marché réglementé et les valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs ou négociées sur un autre marché réglementé mais dont le dernier cours n'est pas représentatif sont évaluées sur base de la valeur probable de réalisation estimée avec prudence et bonne foi par le Conseil d'Administration.

Note 7 - Créances et dettes sur des entreprises liées

Le détail de ces postes est le suivant:

	Entreprises liées 31.12.2014 EUR	Entreprises liées 31.12.2013 EUR
Créances		
• créances nées d'opérations de réassurance	7.581.229	4.924.549
• autres créances	106.763	735.012
Dettes		
• dettes nées d'opérations de réassurance	21.946	23.222
• autres dettes	2.897.894	1.812.535

Note 8 - Actifs corporels

Les mouvements des actifs corporels survenus au cours de l'exercice se résument comme suit:

	Installations techniques et machines EUR	Autres installations, outillage et mobilier EUR	Total 2014 EUR	Total 2013 EUR
Valeur brute au 01.01	6.644.981	2.452.096	9.097.077	8.638.056
Entrée suite acquisition 01.01.2014	159.637	593.982	753.619	-
Entrées de l'exercice	470.810	896.688	1.367.498	459.021
Sorties de l'exercice	-	(109.091)	(109.091)	-
Valeur brute au 31.12	7.275.428	3.833.675	11.109.103	9.097.077
Corrections de valeur cumulées au 01.01	(5.511.345)	(1.574.651)	(7.085.996)	(6.388.977)
Correction de valeur de l'exercice	(543.319)	(514.085)	(1.057.404)	(697.019)
Reprise de correction de valeur de l'exercice	-	24.996	24.996	-
Corrections de valeur cumulées au 31.12	(6.054.664)	(2.063.740)	(8.118.404)	(7.085.996)
Valeur nette au 31.12	1.220.764	1.769.935	2.990.699	2.011.081

Note 9 - Capitaux propres

Les mouvements de l'exercice sur les capitaux propres se décomposent comme suit:

	Capital souscrit	Réserve légale	Autres réserves	Réserve indisponible	Résultats reportés	Résultat de l'exercice	Total
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
Au 31.12.2013	9.760.000	976.000	2.298.000	1.441.250	6.509.584	1.398.755	22.383.589
Augmentation autres réserves	-	-	17.000.000	-	-	-	17.000.000
Affectation du résultat 2013							
• dividende	-	-	-	-	-	-	-
• réserve légale	-	-	-	-	-	-	-
Autres réserves	-	-	-	-	-	-	-
• réserve indisponible	-	-	-	(273.000)	273.000	-	-
• résultats reportés	-	-	-	-	1.398.755	(1.398.755)	-
Résultat 2014	-	-	-	-	-	11.227.382	11.227.382
Au 31.12.2014	9.760.000	976.000	19.298.000	1.168.250	8.181.339	11.227.382	50.610.971

Au 31 décembre 2014, le capital souscrit de EUR 9.760.000 et libéré à concurrence de EUR 9.760.000 est représenté par 33.515 actions sans désignation de valeur nominale.

Par résolution circulaire du Conseil d'Administration du 13 Juin 2014 de la société mère Bâloise (Luxembourg) Holding S.A., il a été décidé de procéder à une augmentation des autres réserves à hauteur de EUR 17.000.000.

Note 10 - Réserves

10.1 Réserve légale

Sur le bénéfice net, il doit être prélevé annuellement 5% pour constituer le fonds de réserve prescrit par la loi luxembourgeoise. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve aura atteint le dixième du capital social.

La réserve légale ne peut pas être distribuée aux actionnaires, excepté en cas de dissolution de la Société.

10.2 Réserve indisponible

En accord avec la législation fiscale en vigueur jusqu'au 31 décembre 2001, la Société a imputé la charge de l'Impôt sur la Fortune («IF») sur le montant de l'Impôt sur le Revenu des Collectivités («IRC»). La Société a décidé d'affecter en réserves indisponibles (poste «Autres réserves»), un montant correspondant à cinq fois le montant de l'IF imputé. La période d'indisponibilité de cette réserve est de cinq années à compter de l'année suivant celle de l'imputation de l'IF.

Depuis le 1^{er} janvier 2002, la Société peut réduire la charge de l'Impôt sur la Fortune («IF») en accord avec la nouvelle législation fiscale. La Société peut décider lors de l'Assemblée Générale d'affecter en réserves indisponibles (poste «Autres réserves»), un montant correspondant à cinq fois le montant de l'IF réduit. La période d'indisponibilité de cette réserve est de cinq années à compter de l'année suivant celle de la réduction de l'IF.

Note 11 - Postes spéciaux avec une quote-part de réserves

En vertu avec l'article 54 LIR, les plus-values réalisées de cessions de terrains et constructions ont été immunisées.

Elles se détaillent comme suit:

	Quote-part non encore affectée EUR	Quote-part affectée sur actions, participations et immeubles EUR	Total EUR
Solde au 01.01.2014	17.076.846	1.786.512	18.863.358
Reprise quote-part non affectée	(7.638.316)	7.638.316	-
Dissolution de postes spéciaux	(9.438.530)	-	(9.438.530)
Solde 31.12.2014	-	9.424.828	9.424.828

Note 12 - Ventilation des dettes et des créances selon leur durée résiduelle

Toutes les dettes ont une durée résiduelle inférieure à cinq ans.

Note 13 - Résultats de l'activité d'assurance non-vie

Les résultats de l'activité d'assurance non-vie sont réalisés exclusivement en assurance directe.

La ventilation des principaux résultats de l'activité d'assurance peut être présentée comme suit:

	Assurance directe 2014 EUR
Primes brutes émises	95.213.314
Primes brutes acquises	94.728.209
Charges des sinistres brutes	(56.467.432)
Frais d'exploitation bruts	(35.687.418)
Solde de réassurance	(4.805.814)

La ventilation par principaux groupes de branches à l'intérieur de l'assurance directe peut être présentée comme suit:

	CASCO EUR	RC Auto EUR	Autres Branches EUR	TOTAL EUR
Primes brutes émises	31.619.152	19.172.639	44.421.523	95.213.314
Primes brutes acquises	31.291.423	19.099.460	44.337.326	94.728.209
Charges des sinistres brutes	(19.151.358)	(17.870.524)	(19.445.550)	(56.467.432)
Frais d'exploitation bruts	(6.824.728)	(7.479.779)	(21.382.911)	(35.687.418)
Solde de réassurance	(880.172)	(56.514)	(3.869.128)	(4.805.814)

Le solde de réassurance est composé des primes acquises, des charges sinistres ainsi que des commissions et ne comprend pas les produits nets de placements, les autres charges techniques ni les autres produits techniques.

En 2014, les malis et bonis de liquidation significatifs se présentent comme suit:

	2014 EUR
Gains de liquidation	2.391.321
Pertes de liquidation	8.474.186

Note 14 - Ventilation géographique des primes émises

Le montant total des primes brutes émises en assurance directe, soit EUR 95.213.314, a été entièrement souscrit au Grand-Duché de Luxembourg.

Note 15 - Autres produits techniques, nets de réassurance

Les autres produits techniques, nets de réassurance sont constitués essentiellement en 2014 des reprises des provisions pour risques et charges, des gains sur la régularisation des soldes clients et agents, des autres produits d'exploitation liés aux services rendus aux sociétés du groupe, des honoraires pour la liquidation des sinistres étrangers et des plus-values réalisées sur meubles.

Note 16 - Commissions

Le total des commissions payées aux intermédiaires d'assurance et afférentes à l'assurance directe s'établit à EUR 13.898.340 (2013: EUR 8.930.904) et se trouve dans le poste de frais d'acquisition.

Note 17 - Autres charges techniques, nettes de réassurance

Les autres charges techniques, nettes de réassurance sont constituées essentiellement en 2014 des corrections de valeur et pertes sur créances clients, des frais d'achat portefeuilles et des moins-values réalisées sur immobilisation.

Note 18 - Personnel employé au cours de l'exercice

Le nombre des membres du personnel employé en moyenne au cours de l'exercice 2014 s'est élevé à 162, y compris les personnes ayant un contrat de travail auprès de la Société et de sa société sœur Bâloise Vie Luxembourg S.A. Le nombre du personnel est déterminé par le pourcentage fixé dans la clef de répartition et est représenté par les catégories suivantes:

Catégories	Nombre de personnes 2014	Nombre de personnes 2013
Cadres dirigeants	2	2
Employés	200	125
TOTAL	202	127

Le nombre des membres du personnel employé en moyenne au cours de l'exercice 2014 prend en compte les membres du personnel de la société P&V Assurances S.C.R.L. en charge de l'assurance non-vie depuis son intégration en date du 01.01.2014.

Les frais de personnel relatifs à l'exercice, y compris les frais de personnel mis à disposition de la Société au cours de l'exercice, se décomposent comme suit:

	2014 EUR	2013 EUR
Salaires et traitements	14.252.800	9.305.008
• <i>dont rémunérations ordinaires</i>	13.242.059	8.566.714
• <i>dont gratifications extraordinaires non périodiques</i>	1.010.741	738.294
Charges sociales	1.668.276	1.058.367
• <i>dont pensions</i>	949.906	705.750
Autres charges du personnel	517.474	452.576
TOTAL	16.438.550	10.815.951

Pour l'exercice 2014, les autres charges du personnel refacturées à la société sœur Bâloise Vie Luxembourg S.A. s'élèvent à EUR 1.240 (2013: EUR 18.316).

Note 19 - Rémunérations allouées aux membres des organes d'administration, de direction et de surveillance et engagements de pension à l'égard des anciens membres de ces organes

Les rémunérations allouées aux membres des organes d'administration, de direction et de surveillance à raison de leurs fonctions et les engagements de pension à l'égard des anciens membres des organes d'administration supportés au cours de l'exercice 2014 se décomposent ainsi:

	Jetons de présence EUR	Rémunérations EUR
Organes de direction	-	434.228

Au cours de l'exercice, aucune rémunération n'a été allouée aux administrateurs.

Il n'y a pas d'engagements de pension à l'égard des anciens membres des organes de direction.

Note 20 - Honoraires du Réviseur d'entreprises agréé

L'ensemble des honoraires à payer par la Société au Réviseur d'entreprises agréé se présente comme suit:

	2014 EUR	2013 EUR
Honoraires d'audit	126.019	81.542
Honoraires fiscaux	1.887	-
Autres honoraires	3.635	(5.923)
TOTAL	131.541	75.619

Note 21 - Engagements hors-bilan

Au 31 décembre 2014, la Société a des engagements de EUR 25.922.447 portant sur des contrats de bail sur immeubles, de EUR 3.518.740 portant sur des contrats de crédit-bail sur matériels informatiques, de EUR 362.844 portant sur des contrats de crédit-bail sur véhicules et de EUR 720.121 portant sur des contrats de gérance et d'autres contrats.

Au 31 décembre 2014, un montant de EUR 620.667 est bloqué sur un compte bancaire de la Société au titre de garantie locative. La Société a émis d'autres garanties bancaires qui s'élèvent à EUR 456.230 au 31 décembre 2014.

Note 22 - Intégration fiscale

Conformément à la législation luxembourgeoise en vigueur, la Société fait partie d'un régime de consolidation fiscale avec d'autres entités luxembourgeoises du groupe. Le régime de consolidation fiscale ne s'applique que pour la charge de l'impôt sur le revenu des collectivités et l'impôt commercial communal mais pas à l'impôt sur la fortune.



Mir maachenlech méi sécher.
Votre sécurité nous tient à cœur.

www.baloise.lu

Groupe Baloise Assurances
à Luxembourg

Baloise Assurances Luxembourg S.A.
R.C.S. Luxembourg B 68 065
Société de droit luxembourgeois
au capital social de € 9.760.000

Siège social:
23, rue du Puits Romain, Bourmicht
L-8070 Bertrange